

## **PENSER, C'EST DIRE "NON"...**

Penser c'est dire "NON"; en relisant le «*propos*» d'Alain je pensais, quant à moi, aux incorrigibles marcheurs qui, le 16 janvier croyaient manifester pour la «*laïque*» en processionnant derrière Rocard qui, le premier, réforma la Loi FALLOUX au bénéfice de l'enseignement privé agricole.

Il est vrai qu'aujourd'hui, ALAIN n'est plus à la mode et, dans certains milieux naguère acquis au «*positivisme*» d'Auguste COMTE, on fait maintenant référence à PÉGUY, qui fit les beaux jours des idéologues de Vichy et à Emmanuel MOUNIER qui, en juin 1940 lors de l'invasion allemande écrivait à propos d'Adolphe HITLER:

*«Il ira jusqu'à Marseille et Bordeaux, par besoin de violer tout le pays. Mais, pour nous, ce sera salubre.»*

Il est vrai que cette réaction n'a rien d'extraordinaire de la part du Directeur de la revue *Esprit* quand on sait qu'il avait quelques années plus tôt participé en Italie à un congrès fasciste.

Penser c'est dire "NON", c'est aussi ne pas croire, ne pas céder au conditionnement idéologique organisé par les «*médias*» à la solde des grands de ce monde.

Penser, c'est également ne pas mentir. Par exemple, ne pas inviter les postiers à se battre pour le Service Public alors qu'on a, en son temps, passé un accord avec QUILÈS et qu'on s'affirme partisan convaincu de «*l'Europe communautaire*» laquelle s'apprête à traduire le gouvernement français devant une haute cour de justice parce qu'il ne démantèle pas assez vite le «*monopole*» de l'E.D.F.-G.D.F.!!!

Penser c'est encore ne pas faire de «*l'emploi*» la «*chose en soi*» et feindre de considérer Martine AUBRY comme une «*socialiste*», au moment même où la fille de DELORS nous informe, qu'à ses yeux, les syndicats n'ont pas qualité pour défendre les intérêts des chômeurs, qu'il importe d'organiser... contre les syndicats!

Il est vrai que Martine AUBRY n'a rien inventé. D'autres y avaient pensé avant elle. Il lui suffira de bien choisir la couleur de la chemise et la forme de la croix qui ornent les brassards. Pour la sainte famille DELORS, ce genre de difficulté ne devrait pas être insurmontable.

Et... en avant pour la «*Nouvelle Europe*»... SIEG HEIL!

**Alexandre HÉBERT.**

-----

## **POUR L'INDÉPENDANCE**

*«...Tant il est vrai que pour instruire et éduquer aujourd'hui, nous devons prendre les données qui viennent de la société comme point de départ des démarches éducatives. L'école laïque en France c'est l'œuvre de la III<sup>ème</sup> République, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle a nourri le 20<sup>ème</sup> siècle français. Aujourd'hui, il est temps de recréer l'école, de lui donner la forme et les moyens nécessaires pour ouvrir le 21<sup>ème</sup> siècle.»*

*Michel Rocard, «Le Monde», 19 janvier 1994.*

En peu de mots, tout est dit! Pour que l'école «*prenne les données qui viennent de la société*», tout un arsenal législatif a été mis en place, au fil des ans, permettant à l'Église, aux patrons, aux parents d'élèves, aux groupements extérieurs, d'envahir l'école pour la transformer en «*lieu de vie*», c'est-à-dire en son contraire.

Certes, des milliers de citoyens, le 16 janvier dernier, ont sincèrement manifesté pour défendre «*la laïque*». Même si on admet ce «*sursaut républicain et laïque*», pour bon nombre d'entre eux il nous faut bien rappeler que ce ne serait pas la première fois que des centaines de milliers, voire des millions, se font manipuler, dans la mesure où ils ne contrôlent pas le mouvement, ni dans son contenu, ni dans son déroulement. C'est ainsi que le mouvement de 1968 a abouti à relancer l'idée de démocratie participative, et, sur le plan ouvrier, à concrétiser une grande conquête, nous dit-on! la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise; reconnaissance qui contribue largement à disloquer le syndicalisme confédéré, le nôtre, alors qu'en réalité, on aurait satisfait une revendication de la C.F.D.T. (autrement dit de la hiérarchie catholique).

Il pourrait en être de même pour l'école, si nous ne réussissons pas à inverser la tendance; les organisateurs de la manifestation du 16 (à quelques exceptions près bien entendu) ont clairement affirmé leur objectif: avant, pendant, et après le 16. Il s'agit de mettre en place un service public d'éducation, dans lequel serait intégré le privé, conservant son «*caractère propre*» cohabitant avec tous les «*autres caractères propres*», grâce aux projets d'école, au respect du droit à la différence que permet la décentralisation (c'est peut-être ce que voulaient dire les bretons défilant derrière leurs drapeaux particuliers!).

La hiérarchie catholique avance vers cet objectif, ce qui ne l'empêchera pas, dans tous les cas, de maintenir de toute façon, son propre réseau, Et, comme elle est patiente, elle organise, avec les pouvoirs publics, les périodes transitoires: car il n'y a pas de différence entre:

- Max CLOUPET (*Le Monde*, 17.12.93): «*Là où les communes rurales se vident, on ne va pas pouvoir maintenir deux écoles, une publique, une privée. Faudra-t-il supprimer systématiquement l'école catholique, même si celle-ci ne connaît pas la même baisse?... Il faut que nous entrons dans le cadre d'une coordination avec le public... Le caractère propre, c'est aussi une notion qui peut s'appliquer à l'enseignement public qui privilégie certaines valeurs, telles que la liberté, l'égalité, la fraternité. L'École catholique est tenue de faire en sorte que l'on prenne des décisions pour que la liberté de conscience de tous soit respectée*».

- et Jack LANG (*Le Monde*, 25.6.92): «*Il faut que les écoles publiques et privées soient à armes égales, ce qui implique que les investissements éventuels en faveur du privé s'inscrivent dans les schémas prévisionnels de dotation de chaque région en cohérence avec les programmes de construction des lycées et collèges*».

Nous pourrions multiplier les exemples, les citations, les rappels! Depuis des années, nous n'avons eu de cesse de contribuer à dénoncer les trahisons successives: la liste est longue!

La préparation de cette manifestation a permis d'assister à des spectacles étonnants! Ceux qui, depuis des années, ont asséné les coups les plus durs à la classe ouvrière et aux laïques, ceux qui nous ont octroyé la suspension de la loi de 1950 sur les conventions collectives, ceux qui ont mis en place les lois Auroux, ce fleuron de la doctrine sociale de l'Église appliquée sur le terrain, les partisans de la planification démocratique, les autogestionnaires, les chantres de la démocratie participative, les apôtres de la décentralisation, tous ceux là, sont sortis du bois, se sont précipités vers cet extraordinaire appel d'air que le gouvernement (ou peut-être les sociaux chrétiens de l'actuelle majorité parlementaire) leur offrait sur un plateau.

Ils ont mobilisé leurs conseils municipaux, leurs conseils généraux, leurs multiples associations, leurs conseils de parents d'élèves; leurs sections moribondes et leurs cellules en rénovation se sont rencontrées et, sur l'autel de la laïcité sacrifiée, ils ont organisé la marche de la recomposition politique.

Il est consternant de constater, que, de-ci, de-là, quelques authentiques laïques et militants ouvriers, dont l'indépendance ne peut être mise en doute, aient pu avoir l'illusion «*que quelque chose avait changé*» chez les «*laïques*» officiels, et que, ayant réfléchi aux causes d'une défaite électorale mémorable, les représentants de la gauche politique, redevenaient subitement de vrais laïques, et pourquoi pas, de vrais socialistes! Ce que d'ailleurs, pour la plupart, ils n'ont jamais été, à moins de croire qu'à la J.E.C., à la J.O.C., à la J.A.C., à l'A.C.O., à la C.F.D.T., on forme des laïques et des socialistes!

Je sais bien que par les temps qui courent, il est tentant d'être «*là où il y a du monde*», surtout si ce monde là semble, apparemment, animé de bonnes intentions! Raison de plus pour que nous soyons prudents, très prudents. Fernand Pelloutier avait raison d'écrire «*à l'unité de nombre, nous préférons l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante*».

Le 12 octobre 1993, l'unité du nombre a correspondu avec l'unité d'aspiration, parce que les mots d'ordre étaient clairs, ce n'était pas le cas, il s'en faut de beaucoup, le 16 janvier 1994.

Récemment, le 6 février, en Lot et Garonne, la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., la F.S.U., SOS Racisme, le P.C., le P.S., le M.R.A.P., les associations de résistants, la *Confédération Nationale du Logement*, la J.O.C., les Verts, etc..., etc..., ont organisé à Agen, une «*marche pour l'emploi*». Galop d'essai pour la journée du 12, mais, il y aura du monde...

En Gironde, le 4 février, Martine AUBRY, invitée par les conseillers généraux, municipaux, et le député du secteur, inaugurent une «*Maison des Syndicats*» (qui existe depuis deux ans!) , dans une commune voisine de Bordeaux. Bien entendu, l'U.D.F.O, de la Gironde a boycotté.

Nous aurons de plus en plus de propositions de ce type pour être associés à des manifestations diverses, de plus ou moins d'importance, mais toutes, allant dans la même direction, pour trouver des solutions à la crise, pour s'adapter à l'inéluctable, pour organiser la charité, associons-nous pour un grand consensus, dans le cadre de l'Europe des Régions, ainsi que nous y invite Monsieur Jérôme VIGNON, qui nous explique: «*La Croix*», 17 janvier 1994.

*«C'est vraiment notre expérience. C'est cela dont l'Europe est le signe. Il est possible, malgré nos différences radicales de culture, de langue et d'histoire, de partager quelque chose ensemble. Pour ceux qui sont croyants, l'inspiration chrétienne donne à comprendre pourquoi c'est difficile. Cette aspiration à l'unité n'est à la limite supportable, compte tenu de nos énormes différences, que parce qu'elle vient d'ailleurs, qu'elle n'est pas dans l'homme. Si seul l'homme la nourrissait, je ne crois pas qu'il pourrait complètement l'assumer. L'Europe en marche, c'est, petit à petit, prendre conscience de la relativité de la base à partir de laquelle on s'est soi-même construit. C'est européen et chrétien à la fois.»*

Monsieur Jérôme VIGNON sait de quoi il parle: responsable à la *Cellule de prospective des Communautés Européennes*, tête pensante de Jacques Delors sur les questions de prospective, «*La Croix*» du 17 janvier le décrit de la façon suivante:

*«Dans son sillon depuis le Ministère des Finances et l'époque des combats pour la rigueur économique, ce polytechnicien tout juste cinquantenaire, cultive une véritable passion pour la vérité des chiffres. Mais ce souci n'empêche pas cet économiste statisticien d'être plus qu'attentif aux dynamismes qui font de l'homme plus qu'il n'est. Il faut sans doute voir là le fruit tant du classicisme de son éducation laïque et bourgeoise, que de la liberté de sa foi, frottée à la pédagogie jésuite. Ancien responsable national du Mouvement des Cadres Chrétiens (MCC) Jérôme VIGNON cultive une réelle courtoisie...»*

Oui! plus que jamais, il nous faudra savoir raison garder, et essayer de penser, avec notre propre tête, et pas avec celle des autres.

**Jo. SALAMERO.**

-----

## **L'ARNAQUE ÉCOLOGISTE ou LE VRAI VISAGE DE GREENPEACE DÉVOILÉ PAR LA TÉLÉVISION DANOISE...**

C'est avec plaisir et même délectation que nous vous proposons le tract ci-dessous émanant de syndicats de la Fédéchimie FORCE-OUVRIERE.

Se contentant de reprendre l'essentiel d'une émission de la télévision danoise, nos camarades ne signalent pas les rumeurs malveillantes, les calomnies invérifiées, les racontars pas prouvés qui ont couru un temps sur le compte de *Greenpeace*, prétendant que l'organisation était manipulée par le KGB. Mais il ne s'agissait évidemment que de propos malveillants forgés par de méchants anti-écologistes. Et puis maintenant le KGB est mort. Vous n'en doutez pas, j'espère?

Toutefois, s'il s'avère exact qu'une fraction non négligeable du grand capital américain, représentée par le vice-président Gore, a choisi une stratégie planétaire pro-écologiste, le KGB pourra être remplacé avec profit par la C.I.A. Mais il faut que j'arrête d'affabuler.

**Marc PRÉVÔTEL.**

L'association GREENPEACE, spécialisée dans la lutte antinucléaire, dont les militants se sont illustrés dernièrement en pénétrant sur le centre nucléaire de Cadarache, a fait l'objet d'un documentaire de la 2<sup>ème</sup> chaîne de télévision danoise (publique) prouvant de façon détaillée que les dirigeants de GREENPEACE INTERNATIONAL ont été impliqués dans des activités criminelles telles que fraude financière, collaboration avec des groupes terroristes et corruption de fonctionnaires. Le documentaire a été produit par une équipe de la télévision danoise, avec la collaboration du réalisateur islandais Magnus Gudmunsson, la «bête noire» de GREENPEACE, célèbre pour le combat acharné qu'il mène contre cette organisation. Les révélations les plus explosives viennent de Frans Kotte, l'ancien comptable en chef de GREENPEACE en Hollande. Basé à Amsterdam, celui-ci travaillait en étroite collaboration avec les bureaux de comptabilité de GREENPEACE INTERNATIONAL et ainsi était capable de retracer les mouvements de fonds dans plusieurs pays. Il a révélé l'existence de plusieurs comptes secrets, de plusieurs dizaines de millions de dollars, alimentés par les campagnes telles que "Sauvons les Baleines", "Sauvons la couche d'ozone" ou "Sauvons les forêts humides". Ces comptes étaient ouverts au nom de sociétés écrans et n'étaient accessibles qu'aux plus hauts responsables de GREENPEACE, dont David McTaggart, Directeur pendant plus de dix ans et aujourd'hui président d'honneur de GREENPEACE INTERNATIONAL.

Par ailleurs, le documentaire révèle les relations de GREENPEACE avec l'organisation terroriste EARTH FIRST! (Terre d'abord!), un groupe qui se spécialise dans l'écotage (le sabotage au nom de la Mère Terre). Pour donner une idée de la philosophie de EARTH FIRST!, on peut rapporter que son fondateur recommandait aux volontaires pour le suicide de le faire en s'attachant de la dynamite autour du corps et de faire sauter un barrage qu'il considérait comme une «cicatrice sur la face de Gaïa». L'une des plus récentes actions de EARTH FIRST! fut une tentative d'attentat ratée contre une centrale nucléaire dans l'Arizona. Malheureusement EARTH FIRST! a été plus efficace dans ses opérations de sabotage contre les exploitations forestières qui ont blessé et handicapé à vie des dizaines de bûcherons. On estime que EARTH FIRST!! a déjà détruit plus de cent millions de dollars d'équipement. Dans le documentaire, Mike Roselle, actuel chef de l'organisation, se vante de ses relations avec GREENPEACE et affirme que le soutien financier des «hommes de l'arc-en-ciel» a permis de réaliser des actions d'écoterrorisme. Uta Bellieon, la nouvelle directrice de GREENPEACE, a eu l'occasion de répondre à ces attaques. Devant la caméra on la voit nier fermement tout contact avec EARTH FIRST! jusqu'à ce qu'elle se voit présenter les documents qui prouvent ces contacts. Devenant très nerveuse elle admet alors qu'il y a bien eu des contacts et que «dans certaines circonstances, GREENPEACE et EARTH FIRST! collaborent».

Autre révélation du film, la véritable nature de David Mc Taggart, souvent présenté comme un homme d'affaires accompli s'étant «converti» à l'écologisme. En réalité, Mc Taggart est un homme d'affaires véreux recherché dans plusieurs États américains. Son premier contact avec GREENPEACE s'est fait par l'intermédiaire de la justice néo-zélandaise qui avait condamné Mc Taggart pour contrebande de montres suisses. C'est l'avocat de Greenpeace qui a payé la caution de Mc Taggart en échange de la possibilité d'utiliser son bateau pour aller protester contre les essais nucléaires français dans le Pacifique.

Enfin, dernier point et sans doute le plus choquant, la corruption de fonctionnaires. Les cotisants de GREENPEACE ou WWF (Fonds Mondial pour la Nature) ne se doutent pas qu'une partie de leur argent sert à payer des vacances dans des hôtels luxueux à des représentants de gouvernements à la Commission Baleinière Internationale. C'est en tout cas ce qu'a révélé le Dr Francisco Palacio, un temps responsable de la gestion de ces fonds secrets s'élevant à plus de cinq millions de dollars. Pendant que les responsables gouvernementaux voyageaient, avec famille et amis, aux frais de la princesse écologiste, les amis de Mc-Taggart siégeaient à leur place à la Commission Baleinière Internationale. Les activistes de GREENPEACE n'étaient même pas citoyens des nations qu'ils étaient censés représenter.

Toutes ces informations ouvrent de nombreuses possibilités d'enquête judiciaire: par exemple Greenpeace bénéficie du statut de «non profit organization» aux États-Unis ou d'association à but non lucratif en France. A ce titre l'organisation ne paie pas d'impôts sur les contributions qu'elle reçoit. Vu les malversations révélées par la télévision danoise, ce statut n'est plus justifié.

Il est clair que GREENPEACE n'est pas intéressée par la nature, mais par le pouvoir et l'argent.

A quand la diffusion de cette émission par une chaîne française?

**UNSENTRIC CGTFO - janvier 94**



# NE RIEN SACRALISER...

L'Ami Nicolaizeau répond à sa façon à la question: *Quelle laïcité?* Il ne m'en voudra pas si j'apporte quelques nuances à son argumentation.

C'est Jean ZAY qui, le premier, sous le *Front Populaire*, a transformé l'*Instruction Publique* en *Éducation Nationale*... Pour autant, la tentative pour l'état d'utiliser l'École à des fins de propagande ne date pas de Jean ZAY et il y aurait beaucoup à dire des cours de Morale et d'Éducation civique dont notre camarade semble avoir la nostalgie.

Je lui laisse la responsabilité de son jugement sur "*l'humanité*" de Pétain mais, à mon avis, il ne faudrait pas se tromper de cible. Sous le régime de Vichy, ne pas apprendre aux enfants «*Maréchal nous voilà!*» était considéré comme un acte de résistance.

De même qu'il est faux de prétendre que tous les instits étaient, ou sont, communistes ou socialistes, et on ne saurait non plus les rendre responsables de la volonté gouvernementale de calquer les structures de l'enseignement public sur celles du privé.

Enfin, je pense que la création de «*l'Office du blé*», s'inscrivait dans une conception «*corporatiste*» des rapports sociaux, qui mériterait d'être analysée un peu moins sommairement.

En conclusion, aujourd'hui encore il me semble faux de classer notre système scolaire en École Publique de gauche et École privée de droite, d'autant que les tenants de l'une et de l'autre s'affirment volontiers de «*gauche*». De mon point de vue, le problème est ailleurs et c'est pourquoi je ne saurais souscrire au «*je n'en ai rien à branler!*» de notre camarade.

**Alexandre HÉBERT.**

## OUI, ALEXANDRE, QUELLE LAÏCITÉ ?

*Moi, je suis allé à l'École laïque. Des cléricaux de gauche, qui me font grief de ne pas penser comme eux, sont allés à l'École chrétienne et, même, ont été «Enfants de Chœur». Il est vrai que les prêtres choisissaient, pour ce faire, les beaux gosses et les habillaient en fille.*

*Quoique vendéen, mon père était républicain, comme mon instituteur. Mon père était un républicain qui allait à la messe le dimanche parce que ses parents lui avaient appris que Dieu existait et que personne ne lui avait prouvé le contraire. Mon instituteur était un Républicain athée parce que l'École Normale lui avait inculqué que Dieu n'existait pas et que personne ne lui avait prouvé le contraire. Comme ils étaient républicains tous les deux, ils étaient tolérants. Le respect et l'estime réciproques les avaient conduits à l'amitié.*

*A cette époque, l'instituteur était un homme respectable et considéré; il nous transmettait le savoir et la dignité. Tous les matins, nous avions une «morale» inscrite au tableau et les cours d'instruction civique formaient notre conscience de citoyen. C'était le temps où l'École laïque dépendait du Ministère de l'Instruction Publique.*

*Et puis, il y a eu Pétain. Mon père avait fait partie de ces gamins mobilisés en 1917 pour monter au front, il y était arrivé au moment où on fusillait pour l'exemple les pauvres gars qui en avaient marre et il en avait gardé une haine sourde contre tous les tenants du pouvoir sauf contre Pétain qui avait humanisé le sort des combattants.*

*Un jour, pendant l'occupation, devant toute la famille, mon père a décroché la photo de Pétain et l'a déchirée, solennellement et il m'a interdit de chanter «Maréchal nous voilà...» Il en voulait à son ami, l'instituteur, de nous apprendre ce chant. Déjà, l'école laïque n'était plus l'École de la République, elle se transformait en École de l'État, en école publique, comme on dit une fille publique, celle qui appartient à celui qui la paie.*

*Après la guerre, l'Instruction Publique est devenue l'Éducation Nationale; l'École qui avait pour mission d'instruire a eu la charge d'éduquer, c'est-à-dire qu'on a enlevé aux parents le droit d'éduquer leurs enfants pour transférer ce droit aux maîtres d'école.*

*On a vu arriver des instituteurs socialistes et communistes qui prêchaient pour le «grand soir» qui avait amené les «matins radieux» en URSS. Mon père a dit: «c'est pas leur boulot!», il est vrai que mon père n'aimait pas ces gens-là; en 36 ou 37, je ne me souviens plus exactement, le gouvernement BLUM a créé l'Office du Blé pour réglementer l'agriculture et les paysans pauvres sont devenus misérables comme des esclaves. Le soir, mon père avait le regard sombre et ma mère pleurait parce que BLUM ne nous laissait*

*pas de quoi vivre décevement.*

*Vingt ans après, il y eut, dans l'enseignement, l'arrivée des soixante-huitards habillés en ouvriers pour faire «peuple». Pour délivrer les enfants de leurs tabous, ils les ont plongé dans l'arriération morale. Maintenant, ces gosses, devenus grands, leur tapent sur la gueule.*

*Comme il n'y a plus de morale républicaine, on fait appel aux psychologues pour calmer les élèves et aux gourous pour anesthésier les maîtres. Et s'il n'y a plus de morale républicaine, il n'y a plus d'École laïque, il y a une École publique de gauche et une École privée de droite; de l'une ni de l'autre, j'en ai rien à branler. Je suis pour l'École laïque de mon enfance et pour l'enseignant qu'on appelait avec respect: «Monsieur l'Instituteur».*

**Emmanuel NICOLAIZEAU.**

-----

Dans un appel à manifester pour ne pas «faire payer l'école des riches par les pauvres» ce qui est déjà, à proprement parler, évangélique, nous trouvons les signatures suivantes:

FCPE- FOL- UDDEN - Libre Pensée - AFL - Francas - CEMEA - SPLM - FSU - FEN - SGEN - CFDT - UNEF - UNEF ID - PCF - Brest Nouvelle Citoyenneté - LCR - Mouvement des Citoyens - Une autre gauche pour l'avenir - Les Verts - CGT - FO - PT - SDE - FCDL.

Peut-on imaginer plus extraordinaire confusion?

-----

## **... PAS MÊME LA LAÏCITÉ!**

Il ne faut rien sacraliser... Pas même l'École laïque qui mérite pourtant d'être défendue face à l'obscurantisme religieux et parce qu'elle est partie intégrante de la loi de séparation des Églises et de l'État.

La tentation d'utiliser l'école à des fins de conditionnement idéologique ne date pas d'aujourd'hui, de même que les instituteurs ne vivent pas en dehors du temps et de l'espace et, comme les autres, partagent assez largement les préjugés de leur époque.

Avant 1914, les «Hussards noirs de la République» se sont faits les chantres de «l'amour de la patrie» et de la «revanche». Et ils ont prêché l'obéissance aux lois qui, hier comme aujourd'hui, concourent au maintien de l'ordre existant.

Gaston Coûté est mort en 1911. On n'est pas obligé de partager l'optimisme dont il semble faire preuve à l'égard de la «bonne nature». Mais l'auteur de la «Chanson d'un gars qu'a mal tourné» avait raison de dénoncer «l'instruction civique» qui, au mépris d'une véritable laïcité enseignait une idéologie d'État tout aussi nocive que l'idéologie religieuse.

-----

## **L'ÉCOLE**

*Les p'tiots matineux sont 'jà par les ch'mins  
Et, dans leu' malett' de grouse touél' blue  
Qui danse et berlance en leu' tapant l'cul,  
I's portent des liv's à coûté d'ieu' pain.*

*L'matin est joli coumm' trent' six sourires,  
Le souleil est doux coumm' les yeux des bêtes.  
La vie ouvre aux p'tiots son grand liv' sans lett'es  
Oùsqu'on peut apprend' sans la peine' de lire:  
Ah' les pauv's ch'tiots liv's que ceuss' des malettes!*

*La mouésson est mûre et les blés sont blonds;  
I's pench'nt vars la terr' coumm' les tâcherons  
Qui les ont fait v'ni' et les abattront:  
Cà sent la galette au fournil des riches  
Et, sur' la rout', pass'nt des tireux d'pieds d'biche.*

Les chiens d'deux troupets qui vont aux pâtis,  
Les moutons itou, et les mé's barbis,  
Fray'nt et s'ent'erlich'nt au long des brémailles  
Malgré qu'les bargers se soyint bouquis  
Un souèr d'assemblé' pour eune garçaille.  
Dans les ha's d'aubier qu'en sont ros's et blanches,  
Les moignieaux s'accoupl'nt, à tout bout de branches,  
Sans s'douter qu'les houmm's se mari'nt d'avant l'Maire,  
Et i's s'égosill'nt à quérrier aux drôles  
L'Amour que l'on r'jitt' des liv's de l'école  
Quasi coumm' eun' chous' qui s'rait pas à faire.  
A l'oré' du boués i's trouve eun' grand crouéx,  
Mais les peupéiers sont pus grands dans l'boués,  
L'fosséyeux encave un mort sous eun' pierre,  
On baptise au bourg: les cloches sont claires,  
Et les vign's pouss' vart's sur l'ancien cim'tière!

Ah! les pauv's ch'tiots liv's que ceuss' des malettes!  
Sont s'ment pas foutus d'vous entrer en tête,  
Et, dans c'ti qu'est là, y a d'quoué s'empli l'coeur!  
A s'en emplé l'coeur, on d'vienrait des hommes,  
Ou méchants ou bons - n'importe bien coumme! -  
Mais vrais coumm' la terre en friche ou en fleurs,  
L'souleil qui fait viv'e ou la foud' qui tue.  
Et francs, aussi francs que la franch'Nature,  
Les p'tiots ont marché d'leu's p'tit's patt's, si ben  
Qu'au-d'ssus des lopins de seigle et d'luzame,  
Gris'coumm' eun' prison, haut'coumm' eun' casarae,  
L'École est d'avant eux qui leu' bouch' le ch'min.

L'mét' d'écol' les fait mett'e en rangs d'ougnons  
Et vire à leur' têt' coumm' un général:  
«En r'tenu', là-bas! c'ti qui pivott' mal!»  
Cà, c'est pou' l'cougner au méquier d'troufion.  
On rent'e dans la classe oùsqu'y a pus d'bon Guieu:  
On l'a remplacé par la République!  
De d'ssus soun estrad' le mét' leu-z-explique  
C'qu'on y a expliqué quand il 'tait coumme eux.  
l'leu' conte en bieu les tu'ri's d'l'Histouère,  
Et les p'tiots n'entend'nt que glouère et victouère:  
l' dit que, l'travail, c'est la libarté,  
Que l'Peuple est souv'rain pisqu'i' peut voter,  
Qu'les loués qu'instrument'nt nous bons députés  
Sont respectab's et doiv'nt ét' respectées,  
Qu'faut payer l'impôt. «Môssieu, j'ai envie!»  
- «Non !.. pasque çà vous arriv' trop souvent!»  
l'veut démonter par là aux enfants  
Qu'y a des règu's pour tout, mêm' pour' la vessie  
Et qu'i' faut les suiv' déjà, dret l'école.

l' pétrit à mêm' les p'tits çarvell's molles,  
l'rabat les fronts têtus d'eun' calotte,  
l'vaise soun' en cr' su' les fraïch's menottes,  
Et, menteux, fouéieux, au sortu' d'ses bancs,  
Les p'tiots sont pus bons qu'à c'qu'i' les attend:

Cà f'ra des conscrits des jours de r'vision,  
Traïnant leu' drapieau par tous les bordels,  
Des soldats à fout'e aux goul's des canons  
Pour si peu qu'les grous ayint d'ila querelle,

*Des bûcheux en grippe aux dents des machines,  
Des bons citoyens à jugeotte d'ouée:  
Pousseux d'bl'tins d'vote et cracheux d'impôts,  
Des cocus devant l'Église et la Loué  
Qui bav'ront aux lèv's des pauv's gourgandines,  
Des honnêtes gens, des gens coumme i' faut  
Qui querv'ront, sarrant l'magot d'un bas d'laine,  
Sans vouèr les étouel's qui fleuriss'nt au ciel  
Et l'Avri' en fleurs aux quat'coins d'la plaine!  
Li! l'vieux mét' d'école, au fin bout d'ses jours,  
Aura les ch'veux blancs d'un déclin d'âg' pur;  
I' s'ra ensarré d'l'estime d'tout l'bourg  
Et touch'ra les rent's du Gouvarnement.*

*Le vieux maît' d'écol' ne sera pourtant  
Qu'un grand malfaiseux devant la Nature!*

**Gaston COUTÉ.**

## SUBSIDIARITÉ QUAND TU NOUS TIENS!

Claude FRÉMONT, Directeur de la *Caisse Primaire d'Assurance Maladie* de Nantes, confronté à un projet de publication des «Caisses de l'Assurance Maladie des Pays de la Loire à destination des professionnels de santé» ne semble pas, quant à lui, disposé à devenir un «subsidaire» du Ministère de la Santé et de la CNAM réunis.

Sa lettre à ses collègues est à la fois courageuse et d'une absolue clarté.  
*L'Anarcho-Syndicaliste* se fait un devoir de la publier intégralement.

**Alexandre HÉBERT.**

### CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANTES

*Le Directeur Général,  
Nantes, le 26 octobre 1993,*

*Objet : Projet de publication des «Caisses de l'Assurance Maladie des Pays de la Loire à destination des professionnels de santé.*

*M..,*

*J'ai pris connaissance avec le plus grand intérêt de la maquette n°0 du projet de publication régionale des «Caisses de l'assurance maladie des Pays de la Loire à destination des professionnels de santé».*

*L'idée de cette publication est apparue le 13 avril 1993, sur proposition de l'un ou l'une d'entre nous, pour se matérialiser ensuite progressivement, jusqu'à la réalisation de cette maquette qui nous est aujourd'hui soumise en vue d'une décision définitive.*

*Ayant été absent, avec excuse valable, lors des deux ou trois réunions régionales des directeurs au cours desquelles la question a été évoquée, je n'ai pas eu plus tôt le moyen - ni n'aurais eu l'outrecuidance - d'interférer a priori dans l'enfentement de ce projet, au risque de le faire avorter.*

*Mais j'ai maintenant un doute sur la légitimité du fruit de cet accouplement régional, dont je crains qu'il soit contre nature, entaché qu'il me paraît d'une double ambiguïté, sur la forme d'abord, mais surtout sur le fond.*

*Pour ce qui est de la forme - et je ne veux pas parler ici d'une présentation matérielle qui appellerait par ailleurs d'autres remarques, notamment en termes de rédaction et de lisibilité - je relève dans le compte rendu de réunion du 25 juin 1993 que l'un des intérêts de cette revue serait de «coopérer pour un même*



support, afin de diminuer les coûts».

De ce point de vue, je redoute qu'il s'agisse bien plutôt de charges nettes supplémentaires pour les Caisses qui éditent déjà un périodique à l'intention des professionnels de santé de leur circonscription, comme tel est le cas pour la CPAM de Nantes, où a été retenu et mis en œuvre le principe d'une diffusion mensuelle, sous une présentation dont l'amélioration est parallèlement recherchée.

Au-delà de cette question de coût, au demeurant non négligeable, l'existence même de deux supports distincts, même à périodicités différentes, risque fort - tout en faisant souvent double emploi - de provoquer chez leurs destinataires - déjà envahis de publications de toutes sortes et de toutes origines - un sentiment d'envahissement supplémentaire propre à «brouiller l'écoute», comme dirait la Comtesse, et à troubler l'image, aboutissant ainsi à un résultat inverse de celui naturellement visé.

Mais ce ne serait encore là que brouilles et vétilles, s'il n'y avait surtout l'ambiguïté de fond que je crains de déceler dans un projet de prime abord aguichant, mais dont les atours dissimulent mal, comme souvent en ce cas, des dessous diaboliques.

De quoi s'agissait-il, dans ce projet?

1- D'une revue «plus technique que politique» (réunion du 11 mai 1993), constituant «un message des techniciens de la gestion du risque... totalement indépendant des publications habituelles des Caisses primaires auxquelles participent les présidents des conseils d'administration» (réunion du 13 avril 1993).

2- De «diffuser un message commun de l'assurance maladie auprès des professions de santé des Pays de la Loire» et de «développer les échanges et l'harmonisation des pratiques en matière de gestion des risques» (réunion du 25 juin 1993).

Que lit-on dans l'éditorial (intitulé «Billet») du n°0?

1- Un titre qui renferme à lui seul toute l'ambiguïté incriminée «UNE MÊME VOIX».

2- Une «même voix» pour faire quoi?: «pour vous informer de nos actions techniques destinées à développer une maîtrise médicalisée de l'évolution des dépenses de santé».

3- La «même voix» de qui?: de «nous, les responsables médicaux et administratifs d'organismes d'assurance maladie de la région des Pays de la Loire».

4- Et pourquoi «nous»? : parce que, «soucieux... d'assurer la pérennité de notre régime de sécurité sociale, nous mettrons nos forces en commun pour agir contre les abus et gaspillages».

D'emblée c'est là, dès les premiers mots, qu'apparaît l'illusion, à un double niveau.

Illusion technocratique du directeur et du médecin-conseil (n'oublions pas l'agent comptable...) sauveurs de la sécurité sociale, garants de sa survie, parlant tous d'une «même voix», sans doute pour étouffer les voix discordantes des Conseils d'administration, couvrir leur assourdissante cacophonie et prévenir l'institution de leurs inconséquences éventuelles.

Illusion politique - et non moins technocratique - d'une régionalisation qui permettrait de bien faire et mieux faire au niveau d'une «région» ce que chacun ferait mal ou moins bien, si ce n'est pas du tout, à celui de sa circonscription.

Croyez-moi, mes chers amis, cette double illusion porte en elle la mise en cause et même la négation d'une légitimité qui est tout aussi double.

D'abord, la légitimité d'un pouvoir social et politique qui n'est pas le nôtre, mais celui de nos Conseils d'administration, auxquels il ne nous appartient pas de nous substituer dans un combat perdu d'avance si ce n'est pas le leur, au nom de responsabilités qui ne sont pas les nôtres. Restons-en à ce mot de Vigny dans «La mort du loup»: «Fais énergiquement ta longue et lourde tâche, puis après, comme moi, souffre et meurs sans parler».

Ne nous berçons pas d'illusions; ne nous érigeons pas, nous autres directeurs, en «partenaires» des professionnels de santé. C'est bien assez d'en être les interlocuteurs. Sinon, à ce jeu-là, ils auront bientôt fait de nous remettre en place.

Hugues 1<sup>er</sup>, dit Capet (941-996), a certes fondé la France, mais nous ne fondons pas l'Assurance maladie. Ne nous exposons pas, à nous prendre pour lui, au mot terrible d'Adalbert, Comte de Périgueux, de Poitiers et de Tours: «Et toi, qui t'a fait roi ?», sauf à vouloir finir comme Louis Le Capétien.

Légitimité, enfin, d'un pouvoir local qui est ce qu'il est, mais qu'il ne nous appartient pas de vouloir «transcender», c'est-à-dire annihiler et réduire au silence, au travers d'une sorte d'autorité technique régionale où nous voudrions être à notre Institution, ce que les commissaires de Bruxelles se veulent être à l'Europe (subsidiarité, quand tu nous tiens!). Comment les directeurs, dont la seule légitimité est celle de leurs conseils, pourraient-ils parler d'une «même voix» alors même que ceux-ci, à l'intérieur d'un même département, ont des voix dissonantes, voulez-vous des exemples?

Qu'est-ce donc que cette «même voix» au sein d'une «même région», si ce n'est pas se faire les ardents

*zélateurs d'une «régionalisation» de la sécurité sociale dont chacun sait qu'elle est dans les cartons de la puissance publique, qui n'en espère pas tant de la part de nous autres, qui ne relevons pas de lui, en tout cas pas encore? Et quand on voit (réunion du «comité de rédaction» du 17 septembre 1993) que le Directeur de la publication de notre magazine régional serait le directeur de la CRAM, dont la personne n'est pas en cause, ne serait-ce pas pousser le bouchon un peu loin?*

*Le scénario est clair. C'est celui de «Technocrator 2, le retour» avec les directeurs dans le rôle principal et un metteur en scène qui s'appellera l'État. Et puis le film d'après, ce sera «Jurassic Park» ou «Eurodisney Land», qui mettra en vedette ces monstres terrifiants, à jamais disparus, dinosaures d'un autre âge, qu'on appelait jadis - d'un nom bien ridicule - les partenaires sociaux.*

*Je vous prie, de croire, M., à l'assurance de ma meilleure considération.*

**Claude FRÉMONT.**

---

## ON NOUS ÉCRIT

On trouvera ci-dessous une correspondance de notre camarade Thierry PONTILLON. Renseignement pris, il s'avère que notre camarade a raison.

Le texte que nous avons publié, contrairement à ce que nous avons écrit n'a pas été voté à l'unanimité mais 17 voix POUR, 1 voix CONTRE, et 4 ABSTENTIONS.

On voudra bien nous pardonner cette erreur bien involontaire

*Suresnes, le 10 janvier 1994,*

*Thierry PONTILLON  
à Sylviane HOCHARD  
Alexandre HEBERT pour «info»*

*Chère camarade,*

*On vient de me montrer un article de «L'Anarcho -Syndicaliste» (Directeur de Publication Alexandre HÉBERT, à qui j'envoie un double de la présente), intitulé «CHEZ LES ENSEIGNANTS F.O.» qui traite des positions adoptées par notre dernier Bureau National.*

*Qu'un courant politique fasse état des positions syndicales est normal puisque celles-ci sont des prises de position publiques, MAIS ENCORE FAUT-IL QU'IL LE FASSE HONNÊTEMENT.*

*Or, tu sais parfaitement que la résolution qui a été «adoptée à l'unanimité» n'est pas celle dont il est cité de longs extraits mais que c'est celle que j'avais présentée. Celle qui est présentée dans le n°11 (janvier 94) de «l'Anarcho-syndicaliste» n'a été votée qu'à la majorité. Vouloir faire croire qu'elle représente une position unanime relève du «faux et usage de faux».*

*Il me semble que les «anars» font partie de ces minorités du mouvement ouvrier qui ont trop souvent eu à souffrir de ce type de procédés (de la part des staliniens notamment) pour ne pas pouvoir se permettre d'en user aujourd'hui. J'ignore si - comme l'écrivait TROTSKY - «la vérité est toujours révolutionnaire», mais je suis en tous cas persuadé que le mensonge, lui, est toujours contraire aux intérêts des opprimés.*

*Ce serait comme si (par exemple) dans la confédération FORCE-OUVRIERE, une U.D. se permettait de ne publier que des extraits d'une résolution confédérale sous prétexte que le reste ne lui plaît pas. Où serait le droit à l'information des adhérents? Seule l'U.D. de Paris (sorte de CFDT dans la CGTFO) doit, je suppose, se permettre ce genre d'atteinte à la démocratie. Qu'il y ait des divergences est «normal», c'est même légitime du point de vue de la démocratie ouvrière, elles ne doivent jamais être occultées par des procédés bureaucratiques: la «fin» ne «justifie les moyens» que chez les tyrans!*

*Pour en revenir à la relation qui a été faite des débats de notre Bureau National, il me semble qu'il te revient, en tant que membre du B.N., de faire faire les rectifications nécessaires.*

*Avec mes amicales salutations laïques,*

**Thierry PONTILLON.**

# PETIT ARTICULET SUR QUELQUES ÉCRITS DE NOTRE TEMPS

## ANNIVERSAIRE

On a bien relevé dans le journal «*Libération*», *Libé* pour les dames évanescentes, que 1994 marquera le centenaire de la naissance de Céline.

En guise de contribution à cet évènement d'état-civil on trouvera ci-après un petit articulet mijoté à la manière de Ferdinand, à propos de Maastricht et de ses soi-disants adversaires.

## TARTUFFERIES

*«Nos redresseurs nationaux, les hommes comme Séguin, Marchais, Chevènement, De Villiers, la suite..., ils redressent rien du tout, puisqu'ils parlent jamais avant tout, de virer le F.M.I., les banquiers, les Trilatéralistes, les Rockefeller... Ils parlent vraiment pour ne rien dire. C'est des causeurs, des pas méchants. Ils servent qu'à noyer le poisson. Ils endorment la purulence, ils travaillent dans la compresse, le subterfuge, l'émoullent, ils crèveront jamais rien du tout, pas le moindre petit abcès...*

*C'est en somme des complices de banquiers, des empoisonneurs, des traîtres à la nation, des «alliés objectifs» comme disent ceux qui font de la politique, des traîtres. Ils laissent le pus s'infiltrer, le mal se répandre, gagner toujours en profondeur. Ils ont peur du bistouri...*

*Ils ont dit «Non à Maastricht», ils ont bien fait! Mais depuis plus rien! Le picotin d'abord, s'agirait pas d'insister, sinon plus de dessert, plus de circoncriptions câlines, plus de miettes à se partager, plus rien... On oublie tout, on recolle au peloton...*

*La banque mondiale est la chair de leur chair. Encore bien mieux, c'est leur pitance. Ils collent aux tenants du flouze. Ils voudraient pas qu'on les abîme! Pour rien au monde! Ça serait trop con!*

*Ça les empêche pas, double langage, de faire adhérer les citoyens à leurs beaux mouvements redresseurs, qui redressent la République Une et indivisible, qui redressent la nation... Un drôle de double langage pour fariner le populo qui veut pas entendre parler d'Europe d'ancien régime. Le populo on le travaille à l'épouvante...*

*Faites-vous redresseur Républicain, redresseur national! Donnez-vous à leur beau mouvement national, unioniste! Les mieux placés - les redresseurs nationaux, Séguin, Marchais, Chevènement, la suite - pour la vertu défensive patriote... Un beau parti en paroles, le P.R.R.N., Parti Redresseur Rigoureux National. Faites-vite! N'adhérez pas en retard. Les Redresseurs qui auront du mal, c'est ceux qui arriveront un peu en retard, après les autres, sur le marché. Il faut qu'ils chassent dans les étages, qu'ils offrent des démonstrations, qu'ils se fassent une clientèle ... C'est du tapin une clientèle! Ça se fait pas tout seul... Faut se farcir les escaliers, les immeubles avec GATT à tous les étages.*

*C'est dur de se faire élire sur un programme anti-maastricht dans un premier temps, pour aussitôt filer le train au programme Maastrichien, Rocardien, Delorien... rien, rien.*

*Redresseur rigoureux, c'est pas de la tarte! Allez pas croire! Rockefeller admettrait pas la fantaisie... Nos redresseurs nationaux, les hommes comme Seguin, Marchais, Chevènement, De Villiers, la suite, ils redressent rien du tout... C'est des causeurs, des pas méchants... Ils parlent vraiment pour ne rien dire».*

**P.C.C., Joël BONNEMAISON.**

---

## **«FRANÇOIS MITTERRAND: LA DIVINE COMÉDIE OU LA LAÏCITÉ TRAHIE», PAR DENIS PARIGAU.**

Dans cet ouvrage de 122 pages - édité par la F.C.D.L. au prix de 40frs l'auteur apporte un certain nombre d'éléments et d'informations historiques de premiers choix pour ceux qui veulent agir réellement pour défendre la laïcité institutionnelle.

Cet ouvrage éclaire singulièrement le parcours de François MITTERRAND, ce qui explique rétrospectivement bien des choses. La prise du pouvoir au Congrès d'Épinay est réalisée par l'appui des catholiques à Mitterrand, appui qui se manifestera en 1974 par l'entrée massive des responsables de la C.F.D.T. au sein du nouveau P.S. Cet appui clérical sera sans faille.

Ainsi, Denis Parigaux publie-t-il la déclaration d'Henri Madelin, *Provincial des Jésuites*, en plein débat sur le projet Savary: «*Tout dépend de ce qui est désigné par cette formule "un grand service public unifié et laïc", le problème est de savoir ce qu'il implique comme pluralisme interne. S'il permet le pluralisme, moi je suis d'accord...*». Ce qui démontre bien que loin de s'opposer au projet d'Alain Savary, l'Église était pleinement d'accord avec.

On a vu avec les Accords Lang-Cloupet, les néo-laïques menaient campagne pour la fusion de l'école privée et de l'École publique, en déclarant que plus rien ne s'opposait à leur unification. L'auteur décortique en détail les démarches de l'Église. Ainsi publie-t-il la déclaration des Évêques réunis en Assemblée plénière extraordinaire à huis clos les 13 et 14 mai 1992 (quelques temps avant la signature des Accords Lang-Cloupet) qui entend réaffirmer le caractère propre de l'enseignement catholique privé et la main mise de l'Église dessus. Pour elle, il lui faut toucher les fonds publics mais les utiliser selon son bon vouloir pour propager ses dogmes. Elle ne cédera jamais sur cette question.

Denis Parigaux traite aussi des tentatives de recomposition syndicale en allant aux sources des initiateurs et des faits.

Curiosité aussi, quand l'auteur cite cette déclaration de Jean-Pierre Chevènement dans *École et Socialisme* d'avril 1979: «*il est clair que la référence aux "Droits de l'homme et du citoyen" appartient désormais à l'arsenal des mystifications bourgeoises*».

En conclusion, un ouvrage à lire et à faire lire.

**Christian EYSCHEN.**

-----  
«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485  
-----